

Rassemblement « Le Val-de-Marne on y tient ! »

Allocution de Christian Favier

Président du Conseil général du Val-de-Marne

Mardi 26 janvier 2010

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Merci tout d'abord d'être venus si nombreux à ce rassemblement pour dire ensemble « Le Val-de-Marne on y tient ! »

Merci à Laurent Cathala, député-maire de Créteil, de nous avoir permis de le faire ici, face au bâtiment qui abrite le Conseil général et la Préfecture.

Merci aux élus, conseillers généraux et régionaux, maires, parlementaires, pour leur présence active à ce rassemblement et leur contribution à sa réussite.

Merci enfin à vous tous, pour vous être déplacés ce soir, marquer ainsi votre attachement à notre département et aux actions qu'il développe, exprimer votre opposition résolue à la Réforme des collectivités locales.

Les graves menaces qui pèsent sur l'avenir de tous les départements et donc sur celui du Val-de-Marne nous ont conduits à en appeler à l'intervention des Val-de-Marnais.

Plus de trente mille, 31.000 pour être plus précis, se sont exprimés en signant l'appel « le Val-de-Marne j'y tiens ! ».

Oui, ensemble, le Val-de-Marne on y tient et nous sommes, ce soir, nombreux à le dire !

Il y a bien sûr de très nombreuses raisons de le dire.

« le Val-de-Marne, on y tient ! » car on tient au caractère équilibré de nos territoires, ouverts à la diversité des populations et soucieux d'une qualité de vie appréciée de tous. C'est un atout que beaucoup nous envient.

« le Val-de-Marne on y tient ! » car on tient aux racines sur lesquelles notre département s'est développé, aux valeurs républicaines et sociales de justice, de solidarité et de respect des droits, à cette volonté farouche de les défendre à tout moment.

« le Val-de-Marne on y tient ! » car on tient aux liens très forts, qui se sont tissés entre le Conseil général et les 47 communes, leurs élus, leurs agents territoriaux, mais aussi avec toutes les forces vives, acteurs associatifs, économiques, syndicaux, qui contribuent au dynamisme du Val-de-Marne et dont vous incarnez la réalité.

« le Val-de-Marne on y tient ! » car on tient aux actions concrètes que le département conduit : actions pour réduire les inégalités sociales et territoriales, pour donner corps à la solidarité envers nos concitoyens les plus fragiles, pour préparer l'avenir du Val-de-Marne et de ses habitants, pour développer l'emploi et pour participer, à notre échelle, à la préservation de la planète par un développement durable et partagé.

Or, si aujourd'hui, nous sommes tous ensemble obligés de nous mobiliser, c'est bien que les projets du gouvernement mettent gravement en danger toutes les collectivités locales et les services publics locaux.

C'est bien sûr tout cela que nous entendons défendre pour empêcher que la réforme des collectivités, dont l'examen vient de s'engager au Sénat, ne se traduise par de très graves reculs dans l'exercice de la démocratie locale et pour la qualité de vie de nos concitoyens.

Depuis plus d'un quart de siècle, avec la décentralisation, les collectivités locales de la République jouent, chacune à son niveau, chacune à son échelle, un rôle essentiel pour faciliter la vie des habitants et développer leurs territoires.

Dans des conditions financières souvent difficiles, toutes les collectivités locales, les communes, les départements, les régions, se sont investies pour améliorer concrètement le quotidien de leurs habitants.

Elles l'ont fait en assumant au plus haut niveau possible leurs compétences obligatoires, je pense ainsi à tout ce que nous avons entrepris en Val-de-Marne pour reconstruire ou rénover les 104 collèges de notre département.

Elles l'ont fait aussi en essayant de répondre aux besoins particuliers de leurs territoires.

Je veux prendre pour exemple des choix que nous avons effectués ici en investissant massivement pour la construction et la réhabilitation des logements sociaux, en développant un réseau de 76 crèches départementales, de 22 parcs départementaux ou en remboursant 50% de la carte de transport « Imagine'R » pour tous les jeunes Val-de-Marnais, en contribuant au dynamisme économique, au développement de la culture, des sports ou en favorisant la vie associative.

A l'exemple également des choix de solidarité et de coopération que nous faisons à l'échelle internationale et qui viennent de nous conduire à décider d'une aide d'urgence de 50.000€ en faveur d'associations qui interviennent en Haïti.

Sincèrement, qui pourrait aujourd'hui remettre en cause tous ces choix ? Qui peut dire que cela n'est pas utile ?

Qui pourrait décréter qu'il faut remplacer des collectivités de proximité dirigées par les représentants élus par des agences de l'Etat animées par des technocrates dont la seule mission serait de servir fidèlement, sans aucun état d'âme et au moindre coût le pouvoir en place?

Bien sûr comme tout service public, le service public local représente un coût.

Mais ce coût, c'est celui de l'utilité sociale, de la proximité, du service accessible à tous.

C'est de la bonne dépense publique qui contribue à la cohésion, au mieux vivre ensemble et au développement partagé.

Je suis, pour ma part, convaincu de l'utilité et de l'avenir du service public en général et du service public local en particulier.

C'est la raison pour laquelle je ne peux accepter ni ces projets qui constituent une véritable entreprise de démolition de la démocratie locale, ni les coupes sombres que le pouvoir opère sur nos finances pour nous contraindre à réduire nos actions.

Car, c'est bien là, le cœur de la très dangereuse réforme que le parlement est en train de débattre.

Réforme très dangereuse car après avoir supprimé la taxe professionnelle et donc étranglé financièrement les collectivités pour financer les cadeaux offerts aux entreprises et aux contribuables les plus fortunés, le gouvernement entend maintenant empêcher les collectivités locales et plus précisément, les départements et les régions d'exercer leur liberté d'action.

Concrètement, nous nous verrons ainsi interdits d'intervenir en direction des crèches, du logement, des transports, de l'environnement, de la culture, du sport, des associations, du développement économique et de l'aménagement...

Bref, interdits d'agir sur tout ce qui aujourd'hui fait l'originalité des politiques départementales.

Interdits d'agir pour répondre au quotidien aux besoins des habitants !

Interdits d'agir pour contribuer à conforter le dynamisme du Val-de-Marne et investir pour son avenir !

C'est totalement inacceptable !

Nous ne pouvons pas, non plus, accepter les atteintes portées à la démocratie locale par ce projet de loi.

Proclamer aujourd'hui comme le font certains, qu'il y a trop d'élus, c'est sûrement très facile, certainement un peu démagogique, mais sans nul doute très loin de la réalité vécue au plus proche par nos concitoyens.

Décider d'un nouveau mode de scrutin, le scrutin à 1 tour, où le premier arrivé, quel que soit son résultat serait élu, c'est totalement indigne et contraire à nos traditions démocratiques et républicaines.

Imagine t'on une seconde la légitimité d'un Président de la République élu avec 20% seulement des exprimés ?

Non ! et bien pourtant, c'est ce qui se serait produit si un tel mode de scrutin anti-démocratique avait été utilisé à la présidentielle de 2002 !

Le lien de proximité, l'écoute, la disponibilité de tous les instants qu'incarnent tous les élus locaux, c'est cela la force de la démocratie locale et comme de très nombreux citoyens attachés à la République, je ne peux accepter que l'on y porte atteinte !

C'est un véritable coup de force contre la démocratie locale, contre la démocratie tout court !

Car chacune et chacun en a bien conscience, en s'attaquant aux départements, en voulant remettre en cause leur liberté d'action et réduire leur activité à une simple fonction d'Agence de l'Etat, en éloignant les élus de leurs concitoyens, ce sont les services publics locaux et la démocratie de proximité qui sont visés, c'est la vie de tous nos concitoyens qui est rendue plus dure.

Et cela constitue un très grave danger pour la République.

J'en appelle donc solennellement à l'esprit citoyen de chacune et de chacun pour investir le débat sur l'avenir des collectivités locales, pour s'exprimer, dire son refus des mauvais coups ainsi portés, dire aussi ses attentes et ses espoirs.

Nous sommes très nombreux ce soir pour dire notre attachement au Val-de-Marne.

Ce combat pour défendre les collectivités locales et l'esprit de la décentralisation ne s'achève pas, bien sûr, aujourd'hui.

Je veux à ce propos, vous informer ce soir que je viens de saisir le premier ministre d'un recours gracieux exigeant la compensation, à l'euro près, de toutes les prestations relevant de la solidarité nationale qui nous ont été transférées ces dernières années et très largement insuffisamment compensées.

C'est la première étape d'un contentieux très important que nous entendons bien gagner et qui constitue une façon de poursuivre le combat en réclamant justice.

Ce combat pour l'avenir de nos collectivités locales, passe à très court terme par le retrait des projets de loi ou par leur abandon.

Nous allons donc continuer de nous battre pour défendre le Val-de-Marne et les actions que nous y menons.

Ce combat prendra, j'en suis convaincu, une ampleur nationale dans les semaines et les mois à venir. Il nous faudra rester rassemblés et mobilisés.

Je vous propose donc qu'en votre nom, dès demain, je demande au premier ministre de recevoir dans les plus brefs délais une délégation d'élus et de citoyens val-de-marnais pour lui remettre les 31.000 appels « le Val-de-Marne, j'y tiens » qui ont été signés.

Je vous propose également que nous lui remettions une déclaration que nous avons élaborée avec de nombreux maires du Val-de-Marne et qui va vous être lue.

Si vous en êtes d'accord, à l'issue de cette lecture, je vous proposerais symboliquement d'adopter cette déclaration à main levée !

Voilà, mesdames et messieurs, chers amis, les quelques mots que je voulais vous dire ce soir.

Au nom du Val-de-Marne, de tous ses habitants, merci encore pour votre mobilisation.

Ce département que l'on aime et auquel on tient tant, j'en suis convaincu, par notre énergie, ensemble nous allons bien le défendre.

Alors, ensemble, restons mobilisés, amplifions encore cette mobilisation ici dans le Val-de-Marne, mais aussi à l'échelle du pays, jusqu'au retrait de ce projet destructeur pour notre République et notre Démocratie !